

Afrique du Sud/Politique

L'ANC réunie pour "finaliser" le départ de Zuma

AFP

Pretoria/Afrique du Sud

L'opposition, elle, n'a pas attendu. Elle réclame la dissolution du Parlement.

LE parti au pouvoir en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), devait "finaliser" hier, selon son chef Cyril Ramaphosa, la question du départ anticipé du président Jacob Zuma, sous la pression de l'opposition qui a réclamé la dissolution du Parlement.

MM. Zuma et Ramaphosa ont engagé la semaine dernière des tractations directes pour tenter de sortir de la crise mais, à ce jour, elles semblaient n'avoir accouché d'aucun progrès.

Les 107 membres de la plus haute instance de décision de l'ANC, le Conseil national exécutif (NEC), étaient réunis hier à huis clos dans un hôtel de Pretoria pour, officiellement, faire le point des discussions.

Cette instance a le pouvoir de "rappeler" M. Zuma, comme elle l'avait fait en 2008 pour le président Thabo Mbeki.

Mais l'actuel chef de l'Etat, empêtré dans des scandales de corruption, peut toutefois refuser d'obtem-

pérer. Dans ce cas, l'ANC pourrait déposer devant le Parlement une motion de défiance qui le contraindrait à partir.

"Nous savons que vous voulez tourner la page", a lui-même concédé dimanche M. Ramaphosa lors d'un discours prononcé à l'occasion des 100 ans de la naissance de Nelson Mandela, le père de la nation "arc-en-ciel".

"C'est le souhait de notre peuple de finaliser tout ça et c'est précisément ce que le NEC va faire", a promis celui qui succéderait à M. Zuma en cas de démission du président.

Impatiente, l'opposition, qui demande depuis des années le départ de M. Zuma, est allé plus loin : elle a exigé hier la dissolution du Parlement et la tenue d'élections anticipées.

"Il est important que le Parlement soit dissout et que nous repartions de zéro", a déclaré hier lors d'une conférence de l'opposition Kenneth Meshoe, chef du Parti démocratique chrétien africain (ACDP).

"Parce que s'il est remplacé par son vice-président Cyril Ramaphosa, le même groupe de personnes qui défendent et protègent la corruption seront au pouvoir", a-t-il justifié.

L'opposition a aussi ré-



Photo : AFP

Pendant que l'ANC discutait du sort du président Jacob Zuma, l'opposition, impatiente, réclamait la dissolution du Parlement.

clamé que soit avancée une motion de défiance, inscrite à l'ordre du jour du Parlement pour le 22 février.

DERNIER CARRE • "La pression est telle que la direction de l'ANC se doit de prendre une décision", a estimé l'analyste Somadoda Fikeni sur la chaîne d'information eNCA.

"Si elle ne le fait pas, elle va céder l'initiative à ses alliés, à certaines factions de l'ANC, à l'opposition et à la société civile, qui seront créditées d'avoir poussé le président vers la sortie."

Mais M. Ramaphosa se heurte à deux obstacles de taille pour obtenir le départ anticipé du président, dont le second mandat expire en 2019: l'obstination du chef de l'Etat, qui s'ac-

croche au pouvoir, et les divisions de l'ANC.

Le 4 février, M. Zuma a exclu de démissionner, malgré l'appel pressant de la direction de son parti.

Dans les négociations en cours, il tenterait d'obtenir l'immunité pour les nombreuses affaires de corruption dans lesquelles il est impliqué, ainsi qu'à obtenir la prise en charge de ses frais de justice, ont rapporté les médias locaux.

Dimanche, M. Ramaphosa a toutefois exclu tout passe-droit pour le président, rappelant que "ceux qui sont corrompus et ont volé l'argent des pauvres seront jugés".

Le patron de l'ANC a cependant reconnu que son parti émergeait d'une période de "désunion et de

discorde".

Même si la fin de son règne semblait proche, le président Zuma reste soutenu par un carré de fidèles.

"Ils ont atteint le pic de leur carrière politique, certains sont visés par des plaintes (...), ils sont animés par leur seul instinct de survie", a résumé Somadoda Fikeni.

L'autorité du président Zuma a commencé à vaciller depuis l'élection en décembre de M. Ramaphosa qui lui a succédé à la tête de l'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie en 1994.

Mais l'actuel vice-président n'a toujours pas réussi à écarter l'actuel président, condition à ses yeux incontournable pour redorer le blason du parti avant les élections générales de 2019.

Le blocage actuel a commencé à ternir la réputation de M. Ramaphosa, dont l'autorité est déjà mise en cause.

"Zuma détient toujours le pouvoir", a égratigné hier le chef de l'opposition, Mmusi Maimane. "Le fait qu'il (Ramaphosa) veuille toujours négocier une amnistie avec Zuma montre qu'il existe un appétit pour la corruption au sein de l'ANC", a déploré M. Maimane dans un entretien à l'AFP.

L'Afrique en bref

• Egypte/Sécurité. Opération antiterroriste : 28 jihadistes tués

Vingt-huit jihadistes ont été tués et 126 autres arrêtés dans le nord et le centre de la péninsule égyptienne du Sinaï (nord-est) depuis le lancement vendredi d'une vaste opération antiterroriste, a annoncé l'armée hier.

• Liberia/Politique. Prix Mo Ibrahim 2017 pour l'ex-présidente Ellen Johnson Sirleaf



L'ex-présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf s'est vu décerner hier le prix Mo Ibrahim 2017, qui récompense une "gouvernance exceptionnelle" en Afrique, a annoncé la Fondation Mo Ibrahim, basée à Londres.

• Nigeria/Jihadistes. Boko Haram : les procès de masse reprennent

Des centaines de membres présumés du groupe jihadiste nigérian Boko Haram devaient comparaître hier devant un tribunal installé dans une base militaire du centre du Nigeria, pour déterminer s'ils seront condamnés, innocentés ou envoyés dans des centres de réhabilitation.

A travers le monde

• Irak/Conflit. Le pays cherche 88 milliards de dollars pour se reconstruire

L'Irak, meurtri par quatre décennies de guerres et de sanctions internationales, cherche à récolter 88 milliards de dollars pour se reconstruire, un chantier titanesque entamé hier avec l'ouverture d'une conférence internationale à Koweït.

• Turquie/Diplomatie. Les relations avec les Etats-Unis à "un moment critique"

Les relations entre les Etats-Unis et la Turquie sont à un "moment critique" et risquent de "s'effondrer complètement", a averti hier le ministre turc des Affaires étrangères avant une visite de son homologue américain à Ankara.

• Ukraine/Politique. L'opposant Saakachvili expulsé vers la Pologne

L'ex-président géorgien devenu opposant en Ukraine Mikheil Saakachvili a été expulsé hier vers la Pologne, cinq mois après avoir forcé la frontière pour défier le pouvoir de Kiev.

RDCongo/Élections

Les Etats-Unis opposés à un système de vote électronique

AFP

Nations Unies/Etats-Unis

Aux yeux de Washington, un tel recours représenterait "un risque colossal".

LES Etats-Unis sont opposés au recours à un système électronique de vote pour la triple élection prévue le 23 décembre en République démocratique du Congo, présidentielle, législatives et provinciales, a déclaré hier l'ambassadrice américaine à l'Onu, Nikki Haley.

"Nous sommes très préoccupés de voir l'insistance (de la Commission électorale indépendante Céni) à vouloir utiliser un système électronique de vote", a affirmé la diplomate lors d'une réunion informelle à l'Onu sur le processus électoral en RDC.

Un tel recours représente "un risque colossal" et les Etats-Unis souhaitent le recours à "des bulletins papier pour qu'il n'y ait pas de doutes sur le résultat". "Les Etats-Unis ne soutiennent pas" ce recours à un système électronique, a insisté Nikki Haley.

Lors de la réunion, le pré-

sident de la Commission électorale indépendante (Céni), Corneille Nangaa, venu à New York pour cette réunion, a rappelé que plus de 46 millions d'électeurs avaient été recensés pour la triple élection, déjà reportée plusieurs fois.

"Avec plus de 45 millions d'électeurs, les trois scrutins combinés le même jour imposent l'implantation de 23 000 centres de vote éclatés en environ 90 000 bureaux de vote et de dépouillement", a-t-il précisé.

"L'option prise de recourir à la machine à voter permet de réduire le poids de l'ensemble des matériels à déployer de 16 000 tonnes à moins de 8 000 tonnes", a poursuivi M. Nangaa.

Et grâce au recours à la machine à voter, les coûts des scrutins ont pu être réduits de 554 millions de dollars à environ 432 millions, a-t-il encore fait valoir.

Lors du débat, la Côte d'Ivoire a mis en garde "contre le risque d'élections mal préparées", tandis que les Pays-Bas indiquaient respecter la décision de la Céni de recourir à un système électronique tout en lui demandant "de tester ri-



Photo : AFP

L'ambassadrice américaine à l'Onu, Nikki Haley : "Nous sommes préoccupés de voir l'insistance (de la Céni) à vouloir utiliser un système électronique de vote".

goureusement" le matériel avant les scrutins.

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a évoqué "la crainte de fraudes lors des élections", en réclamant de la "transparence". Elle a rappelé

que le président Joseph Kabila n'avait toujours pas clarifié sa position sur une éventuelle candidature.

MOBILISATION "MASSIVE" • Le parti historique de l'opposition congolaise a appelé hier à une mobilisation "massive" pour une

marche des catholiques, prévue le 25 février à Kinshasa contre le maintien au pouvoir de Kabila en RDC. Les deux précédentes marches organisées, le 31 décembre 2017 et 21 janvier dernier avaient été interdites et réprimées à balles réelles. Au total, une quinzaine de personnes ont été tuées, selon l'Onu et l'épiscopat. Les autorités n'ont reconnu que deux morts le 21 janvier.

"On ne peut pas permettre un nouveau report des élections" et "le président Kabila ne peut pas briguer un nouveau mandat (car) la Constitution ne le permet pas", a souligné Nikki Haley. Elle a aussi évoqué des informations selon lesquelles le président sortant ne chercherait pas à imposer quelqu'un de son choix pour lui succéder.

Le deuxième et dernier mandat du président Kabila a pris fin le 20 décembre 2016. Le président a justifié la non-tenue d'élections fin 2016 par des problèmes de sécurité. Des élections étaient initialement prévues fin décembre 2017 avant finalement d'être reportées à décembre 2018.